



Charte Régionale
« Objectif zéro phyto »



CHARTE REGIONALE

Objectif PHYTO

dans nos villes et villages



Cahier des charges (Avril 2018)



Partenaires régionaux :





Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



PREAMBULE

Le contexte réglementaire européen et français invite aujourd'hui tous les utilisateurs de produits phytosanitaires à réduire les risques de pollutions et à réduire l'usage des produits phytosanitaires, avec notamment les engagements suivants

- La Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) fixe aux états membres l'objectif d'une eau de bonne qualité d'ici 2015 en particulier vis-à-vis des pesticides.
- Le Plan Ecophyto, issu du Grenelle de l'Environnement, fixe un objectif de réduire de moitié l'utilisation des produits phytosanitaires.
- La Loi Labbé du 6 février 2014 vise à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national et indique que depuis le 1^{er} janvier 2017, les collectivités ne peuvent plus avoir recours à certains produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts, des forêts, voiries ou des promenades accessibles ou ouverts au public.

Depuis 2008, de nombreuses communes d'Occitanie se sont engagées dans des démarches de réduction voire d'abandon de l'usage des pesticides. Ces dynamiques, individuelles ou insufflées par des syndicats de milieux, EPCI ou associations nécessitent aujourd'hui une meilleure lisibilité régionale.

Les outils généralement utilisés par les communes sont le Plan d'amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) ou le Plan de désherbage communal. Ces outils très complets se voient difficilement applicable pour de petites communes (<1000 habitants).

Afin de cadrer ces actions et apporter une meilleure lisibilité aux actions menées par les collectivités, la FREDON Occitanie et ses partenaires régionaux ont élaboré une charte régionale d'entretien des espaces publics (voiries, parcs, jardins, zones d'activités, terrains de sports, cimetières, aires de jeux, écoles, accompagnement des bâtiments publics (espaces verts, jardinières, fleurissement de façade)). Cette charte s'inscrit dans les objectifs du plan régional Ecophyto, des SDAGE Rhône-Méditerranée Corse et Adour-Garonne. Elle a pour vocation d'accompagner et de soutenir les collectivités dans une démarche progressive d'abandon des pesticides.

Une animation régionale est menée par la FREDON Occitanie, structure coordinatrice régionale des actions de réduction des pesticides en JEVI. Elle est relayée, chaque fois que possible, par des structures qui assurent par ailleurs une animation territoriale : structures porteuses de contrat de rivière, gestionnaires de captages prioritaires, intercommunalités... Ce portage de proximité permettra d'insuffler au projet une réelle dynamique locale. Chacun de ces nouveaux porteurs de la charte aura à respecter les engagements inscrits dans celle-ci.



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



Dans le cadre de cette charte, les expressions « produit phytosanitaire » ou « pesticide » désignent tous les produits phytopharmaceutiques, tels que définis à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime et bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché au sens du règlement (CE) n°1107/2009 du 21 octobre 2009.

On désigne ainsi par « zéro phyto », « zéro pesticide » ou « sans pesticides » un espace ou groupe d'espaces géré sans produits phytopharmaceutiques tels que définis à l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime (hors lutte obligatoire fixée par arrêté préfectoral).

1- OBJECTIFS DE LA CHARTE

La charte est intitulée « Objectif zéro phyto ». Elle propose aux collectivités signataires un cadre technique et méthodologique pour une réduction des pollutions liées à l'usage des pesticides sur les espaces publics.

Cette charte présente 3 niveaux de progression. Elle a pour objectif de protéger la santé publique et l'environnement (milieux aquatiques, biodiversité...) grâce :

- à la promotion des méthodes alternatives d'entretien des divers espaces publics,
- à l'incitation des usagers non agricoles, professionnels et particuliers, à abandonner progressivement leur utilisation de pesticides,
- à l'initiation d'une réflexion sur de nouveaux aménagements urbains, permettant un entretien facilité et des économies en eau.

Remarque : le non-respect de la réglementation en vigueur concernant le stockage, la préparation et la manipulation des produits phytosanitaires ou le détournement à usage phytosanitaire de produits conçus pour d'autres usages est strictement interdit et équivaut à l'annulation des engagements de la collectivité dans la charte.

La charte pourra proposer ultérieurement des objectifs complémentaires ciblant d'autres enjeux environnementaux (préservation de la biodiversité, économie de l'eau dans les bâtiments, gestion des déchets, limitation des biocides, ...).



2- ADHESION A LA CHARTE

2-1 Structures ciblées :

- La charte cible l'ensemble des communes de la région Occitanie.
- La charte concerne aussi les collectivités, telles que les communautés de communes, d'Agglomération, Métropoles, les conseils départementaux ou régionaux..., dans le cadre de la gestion des espaces publics dont ils ont la responsabilité.
- La charte s'adresse à des structures acceptant de réaliser le portage territorial : syndicats, EPCI, parcs naturels... Celles-ci s'engagent à animer la charte sur leur territoire (sensibilisation et information auprès des collectivités, accompagnement dans la mise en œuvre et le suivi...).

Remarque : Pour les collectivités déjà engagées dans une charte de réduction des pesticides sur leur territoire, deux cas sont possibles. Dans le cas d'une charte aboutie (plusieurs niveaux atteignant un objectif de zéro phytosanitaire, panneaux d'entrée de ville) et territorialisée, les collectivités signataires seront valorisées au même titre que les communes signataires de la charte régionale. Pour les autres chartes, les collectivités signataires pourront rejoindre la charte régionale si une cohérence peut être établie entre les deux chartes (respect du contenu de la charte régionale).

2-2 Engagement des collectivités signataires :

En signant la charte, les collectivités s'engagent à :

- Réduire l'utilisation des pesticides en conformité avec le contenu des 3 niveaux de la charte ;
- Réaliser des bilans annuels des pratiques d'entretien ;
- Nommer un référent technique et politique ;
- Exiger, dans le cas où la gestion d'une partie de l'espace public (voiries en agglomération, espaces verts, infrastructures sportives) est sous la compétence d'une autre collectivité (Métropole, Agglomération, communauté urbaine, ...), qu'elle respecte les termes de la présente charte ;
- Exiger, dans le cas où il est fait appel à un ou plusieurs prestataires de service, qu'ils respectent les termes de la présente charte.

La charte est en cohérence avec le label national « Terre saine, Communes sans pesticides ». En conséquence la collectivité engagée dans la charte régionale et ayant atteint le dernier niveau de celle-ci peut se voir décerner le label national « Terre saine, Communes sans pesticides », par le ministère du développement durable si elle en remplit les conditions.



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



L'inscription à la charte vaut acceptation de l'utilisation des données d'inscription de la collectivité et engagement à faire part de tout changement de pratique touchant aux critères d'attribution du label ainsi qu'à communiquer sur le label après obtention et à participer au réseau d'accompagnement des collectivités de la démarche Terre saine, pour partager ses meilleures expériences.

3- LA DEMARCHE

L'engagement dans cette charte est concrétisé par l'apposition d'un panneau « Objectif zéro phyto ». L'engagement dans la charte étant progressif, le niveau d'engagement de la collectivité sera matérialisé par des logos collés sur le panneau : niveau 2 = 2 logos ; niveau 3 = 3 logos, niveau 4 = apposition du label « Terre Saine ».

3-1 En amont de la signature

La FREDON Occitanie et ses partenaires régionaux communiquent sur l'existence et les enjeux de la charte auprès des potentiels porteurs territoriaux et des collectivités de la région :

- S'il existe, le porteur territorial de la charte assure : travail de sensibilisation des élus et des agents des services techniques (espaces verts, voiries, cimetières, terrains de sport...), informations sur la démarche, la réglementation, les techniques alternatives aux pesticides...
- Dans les autres cas, la FREDON Occitanie vient en appui du porteur territorial ou à défaut en appui direct auprès des collectivités.

Les collectivités qui souhaitent adhérer à la charte doivent faire parvenir à la FREDON Occitanie et à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse un formulaire d'adhésion accompagné à minima d'une décision d'engagement validée par une délibération officielle (cf. annexes 1 et 2).

3-2 Signature

Un acte d'engagement (annexe 3) sera signé après étude de la demande d'adhésion et visite du jury. Cet acte sera co-signé par : la collectivité adhérant à la charte et la FREDON Occitanie. Ce document synthétise les éléments clefs de la charte et les remarques du jury. Des remises officielles des chartes auront lieu lors d'évènements spécifiques qui seront organisés par département ou régionalement. La FREDON Occitanie et ses partenaires se chargeront d'inviter la presse et les collectivités voisines. Cela permettra d'officialiser l'évènement et l'engagement de la collectivité.



3-3 Conditions d'attribution des niveaux

La détermination du niveau initial d'une collectivité lors de son adhésion à la charte régionale est réalisée après une rencontre de la collectivité et d'un jury régional composé de la FREDON Occitanie et de porteurs territoriaux ou collectivités engagées dans la charte, hors du territoire de la collectivité.

Si la collectivité signataire a déjà réalisé un PAPPH ou est à « Zéro pesticide », le jury s'assurera de la cohérence avec le contenu de la charte.

Niveau 1

Par décision du Comité de Pilotage de la charte régionale « Objectif zéro phyto » du 26 mars 2018, ce niveau n'est plus distribué en raison des évolutions réglementaires.

Niveau 2

- Zéro pesticide pour les actions de désherbage hors espaces contraints : pelouses sportives, cimetières.
- Zéro pesticide (hors produits de bio-contrôle figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, produits « à faible risque » (règlement 1107/2009), et produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour les autres usages sur l'ensemble des espaces de la collectivité hors espaces contraints : pelouses sportives, cimetières.
- Communication semestrielle¹ (à minima) envers les administrés sur les actions mises en place et sur l'acceptation de l'herbe dans les espaces publics.
- Sensibilisation spécifique des jardiniers amateurs : envoi postal de tracts, de brochures, organisation d'au moins un événement (rencontre, exposition, journée de communication...).
- Participation des agents des services techniques, et/ou des élus concernés à une action d'information ou démonstration sur les méthodes d'entretien alternatives (préventives et curatives).

¹ Communication annuelle pour les petites communes



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



- Concertation entre les acteurs (élus, agents techniques, entreprises ...) sur la conception et l'entretien de nouveaux aménagements ou la réhabilitation d'anciens espaces.

Les collectivités respectant ces critères ont le droit

- d'implanter un panneau « Objectif Zéro phyto dans nos villes et villages » avec 2 logos ;
- d'implanter des panneaux « espace sans pesticides » dans les espaces verts, places ou quartiers validés par le jury.

Niveau 3

- Réalisation des actions du niveau 2.
- Zéro pesticide pour les actions de désherbage DONT les espaces contraints : pelouses sportives, cimetières.
- Zéro pesticide (hors produits de bio-contrôle figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, produits « à faible risque » (règlement 1107/2009), et produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour les autres usages sur l'ensemble des espaces de la collectivité DONT les espaces contraints : pelouses sportives, cimetières.
- Organisation d'une journée de communication grand public.
- Sensibilisation des gestionnaires privés d'espaces collectifs (résidences, campings, ports, centres commerciaux, bailleurs sociaux, ...)
- Formation des élus sur la conception ou la réhabilitation d'aménagements gérés sans pesticides et économes en eau (facultatif).

Les collectivités respectant ces critères ont le droit

- d'implanter un panneau « Objectif Zéro phyto dans nos villes & villages » avec 3 logos.

Niveau « Terre Saine »

- Réalisation des actions du niveau 3.



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



- Suppression totale des pesticides et anti-mousses sur tous les espaces publics qui relèvent de la responsabilité de la collectivité qu'ils soient gérés en régie territoriale ou par un prestataire de service externe, depuis au moins 1 an.

Les collectivités respectant ces critères ont le droit

- d'implanter un panneau « Objectif Zéro phyto dans nos villes & villages » avec 3 logos ;
- de prétendre au label national « Terre Saine, Communes sans pesticides » et de l'afficher sur le panneau.

3-4 Synthèse de la démarche

	Actions à mettre en place	Conditions de maintien
Avant signature	Sensibilisation des élus par la FREDON et les porteurs territoriaux	
Niveau 1	Niveau non distribué depuis 2018	Passage vers niveau 2 au bout de 3 ans
Niveau 2	Suppression des pesticides (hors bio-contrôle, produits à faible risque, et produits AB) sur tous les espaces SAUF cimetières et stades	Respect réglementation
	Communication envers les riverains / usagers et sensibilisation des jardiniers amateurs	
Niveau 3	Suppression des pesticides (hors bio-contrôle, produits à faible risque et produits AB) sur tous les espaces	Respect de la réglementation
	Journée de communication / Sensibilisation des autres gestionnaires d'espaces publics	
Niveau « Terre Saine »	Atteinte du « Zéro phyto et zéro anti-mousse »	

4- DEROGATIONS EXCEPTIONNELLES

En cas de risque sanitaire ou pour répondre à un évènement à caractère exceptionnel, la collectivité devra demander une dérogation pour une intervention phytosanitaire spécifique. La collectivité devra avoir pris contact, avant tout traitement, avec la FREDON Occitanie qui validera la durée de la dérogation et ce dans le respect des décisions réglementaires éventuelles.



5- BILAN/SUIVI ANNUEL

La collectivité s'engage à réaliser en fin d'année une synthèse de l'ensemble de ses pratiques sur la base d'un questionnaire (dossier de candidature - cf. annexe 1). L'objectif de ce bilan est de mesurer l'évolution de la démarche (pratiques de désherbage, actions de communication...) et de lever les éventuels points de blocage. Ce sera également l'occasion pour les collectivités d'afficher leur souhait de changer de niveau.

Les bilans annuels seront réalisés en entretien avec un animateur (mode à privilégier) ou par échange informatique avec celui-ci. Le choix se fera en fonction de la connaissance du contexte local et/ou de la disponibilité de l'animateur. Selon les cas, l'animateur en charge du bilan pourra être soit un animateur régional soit un animateur territorial.

Ces bilans devront être envoyés à la FREDON Occitanie avant le 31 décembre de chaque année.

6- VALORISATION DES RESULTATS

Les collectivités atteignant les niveaux recevront un courrier et le panneau "Objectif zéro phyto dans nos villes et villages" lors d'un événement officiel. Les animateurs territoriaux et/ou régionaux de la charte seront à l'initiative de ces événements locaux, départementaux ou régionaux, rassemblant plusieurs collectivités.

La FREDON Occitanie et les porteurs de la charte s'engagent à valoriser les efforts de chaque collectivité par une communication sur leurs sites Internet.

7- COMMUNICATION ET SUPPORTS

Les collectivités signataires bénéficient de supports de communication expliquant la démarche mise en œuvre.

- Logo spécifique (cf. annexe 4) : il devra être utilisé chaque fois que possible dans tous les supports de communication relatifs à la charte. Des conditions générales d'utilisation sont jointes à ce logo.
- Acte d'engagement nécessaire à la signature de la collectivité (cf. annexe 3) : fourni aux collectivités.
- Plaquette de sensibilisation des élus (cf. annexe 5) : envoyée aux collectivités pour promouvoir la charte (format papier et informatique).
- Plaquette de sensibilisation des administrés (cf. annexe 6) : chaque collectivité recevra le fichier informatique pour lui permettre d'imprimer les plaquettes. Dans le cas où il existe un porteur territorial de la charte, un espace lui est réservé sur cette



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



plaquette pour communiquer localement sur ses actions. L'impression et la distribution des plaquettes aux collectivités seront alors de son ressort

- Panneau d'entrée de ville « Objectif zéro phyto dans nos villes et villages » (cf. annexe 7) : un exemplaire sera remis par les pilotes régionaux. Une commande de panneaux supplémentaires sera possible et à effectuer auprès de la FREDONLR.
- Panneau « Espace sans pesticides » (cf. annexe 8).

8- LES DIFFERENTS ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Le pilote régional de la charte (FREDON Occitanie) s'engage à :

- Elaborer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la charte : logo spécifique, cahier des charges et ses annexes,
- Valoriser l'effort des collectivités signataires à travers leurs propres outils de communication (site Internet...).
- Accompagner les collectivités dans leur démarche : veille réglementaire, proposition d'un cahier des charges pour élaborer un PAPPH, appui à la communication.
- Réaliser les bilans annuels et les restituer aux collectivités, en l'absence d'un porteur territorial,
- Fournir les supports de communication en format papier ou informatique ;
- Réaliser les évaluations de niveaux à travers un jury régional composé de porteurs territoriaux et collectivités engagées.

Les porteurs régionaux s'engagent à valoriser les actions relatives à la charte.

Les porteurs territoriaux de la charte (structures porteuses de contrat de rivière, intercommunalités, ...) s'engagent à :

- Promouvoir la charte auprès des collectivités du territoire,
- Accompagner les collectivités dans leur démarche en leur fournissant un appui technique et méthodologique,
- Réaliser les bilans annuels et les restituer aux collectivités,
- Mettre à disposition les outils et supports de communication disponibles,
- Mettre à disposition de la FREDON Occitanie un agent au sein du jury régional (max 5j/an),
- Faire le lien entre les collectivités et la FREDON Occitanie afin de favoriser un réseau d'échanges à l'échelle de la région Languedoc-Roussillon.



Charte Régionale « Objectif zéro phyto »



L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse peut soutenir financièrement aux conditions prévues par son programme d'interventions :

- l'animation régionale,
- des actions de sensibilisation, information et communication menées par les collectivités,
- des actions techniques : PAPPH, achat de matériels alternatifs,
- formation du personnel.

D'autres financements peuvent être obtenus (FEDER, départements, ECOPHYTO ...) selon les règlements d'intervention spécifiques.

9- NON RESPECT DES ENGAGEMENTS

Dans le cadre de la procédure de bilan et de suivi, telle que définie à l'article 5, et en cas de non-respect des engagements de la charte, un courrier sera envoyé à la collectivité lui rappelant ses engagements et listant les manquements au présent cahier des charges.

Sans réponse dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi du courrier, les engagements de la collectivité dans la charte seront annulés. Elle sera tenue de retourner dans les plus brefs délais l'ensemble des supports de communication qui lui auront été fournis dans le cadre de la charte et qui sont encore en sa possession.

10- ANNEXES

1. Dossier de candidature
2. Délibération type
3. Acte d'engagement
4. Logo et conditions générales d'utilisation
5. Plaquette « élus »
6. Plaquette « administrés »
7. Panneau « Objectif zéro phyto dans nos villes et villages »
8. Panneau « Espace sans pesticides »
9. Cahiers des charges des PAPPH
10. Carnet de suivi des pratiques